



secretariat.federation@ufap.fr

# Surpopulation carcérale :

## Des mesures d'urgence sont nécessaires !

Pantin, le 4 août 2026

Le dernier bilan de la surpopulation carcérale est tombé et il confirme la trajectoire que l'**UFAP UNSa Justice** redoutait. Avec 89 446 personnes détenues au 1<sup>er</sup> juillet pour 63 289 places opérationnelles, la France s'enfonce toujours davantage dans une crise pénitentiaire sans précédent.

Derrière ces chiffres vertigineux se cache une réalité insupportable : 7 890 matelas au sol (+ 35,4 % en un an), 174,5 % de densité en maison d'arrêt, 141,3 % de taux d'occupation global et des personnels de moins en moins nombreux pour gérer une population carcérale de plus en plus violente et exigeante.

**Ces chiffres, tout le monde les dénonce et y va de sa communication.  
Certains menacent à nouveau de prendre leurs responsabilités,  
sauf que chien qui aboie ne mord pas ...**

**L'UFAP UNSa Justice, elle, a appelé les personnels à se mobiliser massivement le  
27 avril dernier pour dénoncer des conditions de travail qui sont devenues un  
véritable calvaire.**

Dans notre tract « L'urgence mérite de vraies actions... Et des syndicats courageux ! », nous appelions au blocage général de l'institution pénitentiaire. À cette date, certains nous traitaient de va-t-en-guerre et nous expliquaient qu'il était « bien trop tôt pour agir ».

Trop tôt pourquoi ? Allez savoir ! Aujourd'hui, ce syndicat écrit que les personnels pénitentiaires « *sont à bout* » et qu'« *à l'impossible nul n'est tenu* ». Nous déplorons effectivement le bien triste bilan de ce syndicat majoritaire depuis 8 ans mais saluons tout de même ce réveil... même tardif.

L'**UFAP UNSa Justice**, elle, n'attend pas et n'a jamais cessé le combat :

- action nationale à Paris La Santé ;
- mobilisation à l'Assemblée nationale lors de l'examen du PLF 2026 ;
- blocage total de l'institution le 27 avril 2026.

Et ce, avec des revendications constantes : un plan de résorption des emplois vacants, des conditions de travail dignes et une réponse structurelle à la surpopulation.



Alors évidemment, ceux qui se réveillent aujourd'hui n'ont pas pu s'empêcher d'attaquer gratuitement l'**UFAP UNSa Justice** dans leur communiqué, même lorsqu'il s'agit d'un sujet national aussi majeur. Une attitude aussi regrettable que pitoyable, d'autant que leur supputation d'alliance est infondée tant notre position est on ne peut plus claire quant au CGLPL, à l'OIP et consorts, véritables groupuscules anti-pénitentiaires financés par l'État...

## **Il était temps qu'ils prennent enfin la mesure du calvaire que les Personnels vivent !**

Car à force de jouer la montre sur ce projet de loi pas si « SURE », le syndicat majoritaire laisse la situation pourrir ! Soyons clairs, le texte n'existe plus dans son ensemble, et c'est heureux : il aurait aggravé les choses en gonflant les flux d'entrées et de sorties, à commencer par l'exécution des peines de moins d'un mois. Quant à son article 7, il ne réduisait la surpopulation que sur le papier puisqu'il se limitait aux matelas au sol, alors qu'on ajoute déjà des lits dans des cellules de 9 m<sup>2</sup>.

Soyons sérieux, il n'est pas responsable d'attendre bien sagement qu'une hypothétique majorité parlementaire adopte des mesures impopulaires à moins d'un an d'une présidentielle. Tout cela relève du vœu pieux.

## **Nous sommes au moins d'accord sur un point : des mesures d'urgence sont nécessaires, mais il faudra aller les chercher.**

L'**UFAP UNSa Justice** a toujours défendu, et défend toujours, toutes mesures d'urgence visant à diminuer la surpopulation carcérale ainsi qu'un plan immédiat de résorption des emplois vacants.

**L'UFAP UNSa Justice a fait son choix,  
celui de l'action plutôt que de l'attente !**

**Avec tous ceux qui voudront le mener réellement,  
nous sommes prêts à retourner au combat.**

Le Secrétaire Général, Alexandre CABY

